

native that takes seriously the role of non-state actors. The model proposed is that of the “rentier space.” While important, and though its position might often be dominant, the state exists within a complex framework occupied by other equally relevant social forces: rebel groups, local non-governmental organizations, multinational corporations, foreign governments and development agencies (9–11). Each of these “contest and compete for accumulation within the rentier space” (10), and as such, their interests are often opposed (11). Thus, if underdevelopment in rentier states is to be understood, then these societies ought to be conceptualized as a space in which numerous competing actors interact with the state but also attempt to shape outcomes in ways that correspond to their overarching goals (12–13). This moves us beyond the trappings of a state-centric approach and hence allows for a fuller understanding of how natural resources, including but not limited to oil, impact upon social and political relations within the global south (5).

The argument is applied by the contributors in the analysis of numerous cases. Michael Watts’s chapter on Nigeria is the most impressive of these. Questions over the distribution of Nigeria’s vast oil resources in the Niger Delta have been at the heart of the violence that has plagued the country during the past decade (55). Since 2005, insurgent attacks by the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) targeting oil installations have led to major reductions in oil production that provides the Nigerian state with most of its revenue. State forces have sought to curb MEND as a result (66–70), yet Watts cautions against viewing the conflict as one that pits MEND against the state (61). Instead, in painstaking detail, he illustrates how the situation facing Nigeria is an inherently complicated one, involving numerous actors that compete, either directly or indirectly, to secure access to oil rents. As such, the responsibility for the violence is shared and exists as a product of the rentier space. State forces (often acting outside of government control) and MEND rebels obviously occupy a central role in the picture, but the more subtle impact of domestic and international oil companies is also of crucial importance, despite the fact that this is rarely acknowledged (60). For example, Nigeria’s constitution requires oil companies to distribute funds to the local communities in which they operate. Yet, rather than helping develop projects and services that could benefit communities, local chiefs have appropriated the aid and used it to maintain their dominance. As a consequence, frustrated youth lacking opportunities have been drawn to rebellion at the local level, expressed sometimes through attacks on chieftains and at other times through violent clashes over competition for employment offered by the oil companies (61).

In this way, a fuller and more accurate conception of the problems faced by rentier states in the global south is drawn. Watts’s focus on Nigeria is supplemented by other notable articles, such as those by John M. Kambia on Sierra Leone, Germain Tshibambe Ngoie and Omeje on the Congo, and Dauda Abubakar on the Persian Gulf states. For those interested in perspectives that advance our knowledge beyond simple state-centric frameworks, this volume serves as a welcome addition to the literature.

PETER FRAGISKATOS *Cambridge University*

### **La politique internationale en questions**

par les professeurs de science politique de l’Université de Montréal  
Les Presses de l’Université de Montréal, Montréal, 2009, 240 pages  
doi:10.1017/S0008423910000892

L’ouvrage *La politique internationale en questions* publié par les professeurs de l’Université de Montréal reprend la formule utilisée dans un livre paru en 2008 :

dans chaque chapitre d'une dizaine de pages, un professeur ou un collaborateur répond à une question d'actualité dans son domaine de spécialisation, dans un style clair et grand public. Alors que celui de 2008 était centré sur la politique intérieure, cet ouvrage, qui compte vingt-trois chapitres regroupés en cinq parties, est entièrement consacré à la politique internationale.

Après une brève introduction, les trois chapitres de la première partie s'intéressent aux effets de la mondialisation : Philippe Faucher se demande si l'on devrait se réjouir de la mondialisation, Frédéric Mérand se tourne vers la souveraineté en identifiant quatre situations poussant un État à l'« abdiquer » (intervention étrangère, mondialisation, interdépendance et intégration), et Pascale Dufour s'interroge sur l'existence d'une société civile mondiale. Dans leur analyse, les trois auteurs demeurent nuancés : la mondialisation est porteuse d'un monde démocratique et solidaire, mais elle a des aspects plus sombres (exploitation à l'échelle mondiale et détérioration de l'environnement, entre autres); il est difficile d'avoir des jugements normatifs sur la question de la souveraineté, celle-ci étant en partie le résultat d'un rapport de force; et la transposition à l'échelle mondiale de la notion de société civile est contestable, notamment parce que le concept n'est pas clair et que ce qu'il désigne est souvent hétérogène.

La deuxième partie se concentre sur les grandes puissances. Pierre Martin (les États-Unis), Luc Duhamel et Pavel Tsygankov (la Russie), Loïc Tassé (la Chine), Dominique Caouette et Isabelle Beaulieu (l'Asie du Sud-Est), et Marie Bernard-Meunier (le Canada) se tournent vers l'évolution et la place des acteurs principaux de la politique internationale contemporaine. Il ressort de ces contributions que l'unipolarité demeure une réalité, la Russie étant au mieux une puissance régionale et la Chine encore loin derrière les États-Unis en termes militaires. L'Asie du Sud-Est, de son côté, est marquée par une aversion pour les structures régionales formelles et contraignantes, tandis que l'influence du Canada a décliné ces dernières années.

La troisième partie porte sur la sécurité. Le chapitre 10, écrit par Michel Fortmann et Martial Foucault, se demande si l'on assiste à la naissance de l'État policier. Les auteurs concluent qu'il est hâtif de considérer que ce dernier a remplacé l'État-providence, notamment parce que la sécurité est encore définie dans une perspective plus militaire que policière. Dans le chapitre 11, Janine Kriber aborde le terrorisme et montre qu'il s'agit d'une tactique « vieille comme le monde », dont la forme contemporaine présente certains invariants sociologiques et stratégiques (économie des moyens, « mysticisme politique de la mort », objectif plus symbolique que territorial et ainsi de suite). Dans le douzième chapitre, Marie-Joelle Zahar et Jocelyn Coulon montrent que si le déploiement des Casques bleus dans les opérations de maintien et de construction de la paix demeure un outil efficace, il se heurte toutefois à des difficultés. Le chapitre 13, signé par Stéphanie van Hlatky, s'intéresse à la relation asymétrique entre le Canada et les États-Unis, qui ont des « intérêts complémentaires mais distincts » en matière de défense.

La quatrième partie se penche sur l'économie. Dans le chapitre 14, Philippe Faucher signale les risques du protectionnisme, qui profite à certains propriétaires d'entreprises aux dépens des consommateurs ou des contribuables, tandis que les échanges internationaux « accroissent la richesse et contribuent à résorber les inégalités » (137). Dans le quinzième chapitre, Mamoudou Gazibo se demande si la Chine est l'amie de l'Afrique : faisant partie d'une « offensive de charme planétaire », la présence chinoise a des revers (et notamment celui d'encourager le surendettement et les élites autoritaires), mais elle offre une réelle marge de manœuvre aux pays africains. Dans le chapitre 16, Guillermo Aureano montre que, dans la lutte contre le terrorisme, la coopération internationale en matière de renseignements financiers pétite, notamment à cause de l'opacité des milieux financiers. Cette lutte est instrumentalisée sur le plan national autant que sur le plan international, puisqu'elle sert à légitimer des mécanismes de surveillance exceptionnels et à donner des preuves

d'allégeance à des pays amis – preuves symboliquement fortes, mais peu efficaces. Dans le chapitre 17, Azzedine Rakkah souligne que la rente pétrolière est davantage un instrument de consolidation des régimes que de développement économique : si elle permet à des gouvernements autoritaires et corrompus de mettre en place des appareils répressifs et imperméables à la critique des pays démocratiques (ses clients), elle peut également, dans un contexte démocratique, servir au bien-être de la collectivité.

La dernière partie se tourne vers les « enjeux du siècle ». Ekaterina Piskunova montre, dans le chapitre 17, que la Russie est plus une menace pour ses voisins immédiats que pour l'Occident et que les désaccords économiques sources de tension peuvent être résolus pacifiquement au bénéfice de tous. Zhiming Chen, dans le chapitre 18, montre que le conflit entre la Chine et le Tibet est dans l'impasse : puisque la souveraineté chinoise et l'autodétermination tibétaine sont incompatibles, aucune solution n'est acceptable pour les deux parties. Au chapitre suivant, Laurence Bherer explore les différents aspects de l'internationalisation des villes (hiérarchisation au sein du capitalisme mondialisé et création de réseaux transnationaux, entre autres). Le chapitre 20 défend la thèse de Charles Blattberg selon laquelle, en cas de conflit entre nos concepts moraux, il faut privilégier non pas un équilibre et un compromis, comme le pense le pluralisme, mais la transformation du tout et la réconciliation des valeurs opposées. L'exemple des restrictions mises en place pour assurer la sécurité des aéroports met en lumière l'importance des enjeux pratiques soulevés par cette question philosophique. Les chapitres 21 et 22 reviennent sur le thème du chapitre 12. D'une part, Laurence McFalls, influencée par des études anthropologiques (Pandolfi) et par Max Weber, montre que les interventions militaro-humanitaires ôtent personnalité, histoire, culture et dignité aux populations qu'elles sont censées aider. D'autre part, pour Marie-Joëlle Zahar, confrontée à des difficultés (problèmes de coordination, de financement et de relations avec les autorités et les populations locales), l'aide de la communauté internationale à l'édification de la paix est paradoxalement à la fois nécessaire et susceptible d'aggraver la situation. Le dernier chapitre, écrit par Daniel Carrasco Brihuega, s'intéresse aux défis que doivent relever les nouvelles démocraties, apparues en très grand nombre depuis trente ans, et notamment à la crise de la représentation et à la faiblesse de l'État de droit. Si leur apparition a suscité de grands espoirs et certaines réalisations, ces démocraties ont un problème de consolidation parce qu'elles ont conservé une partie de leur héritage autoritaire.

Bien structurés et rédigés sans note en bas de page et avec très peu de citations, tous les chapitres offrent un panorama complet et actuel des questions auxquelles ils répondent. Leur propos est parfois illustré d'anecdotes personnelles et de récits à la première personne. Même si les conséquences de la crise économique de 2008 et de l'élection d'Obama sont régulièrement évoquées, les auteurs poussent l'analyse au-delà de l'actualité récente et retracent, souvent depuis 1945 ou 1989, le contexte social et politique qui explique la situation actuelle. À la fois accessible et bien renseigné, l'ouvrage donnera donc satisfaction à un large public, qui appréciera que les auteurs aient tenté, lorsque cela était pertinent, de montrer les conséquences pour le Québec des évolutions internationales mises à jour. Mais il peut également intéresser un public universitaire. En effet, soucieux de rappeler les débats théoriques auxquels donne lieu chaque thème – si le réalisme et le transnationalisme dominant l'ouvrage, des approches plus critiques sont également utilisées –, les auteurs situent leurs propos dans l'histoire des idées et dans la philosophie politique. Après chaque chapitre, cinq à dix références bibliographiques indiquent où chercher pour « aller plus loin ». Abordant la politique internationale sous de multiples aspects, ce recueil pourrait donc servir de manuel pour un cours d'introduction aux relations internationales.

Ses défauts sont, en effet, en nombre limité : les envolées lyriques qui concluent certains chapitres font parfois sourire et il est regrettable que les références bib-

liographiques soient très majoritairement en anglais, ce qui est susceptible de freiner un public non spécialisé. Également, il est irritant de voir que certains auteurs déduisent des lois générales de l'histoire comme si celle-ci parlait directement aux chercheurs (voir 47 et 73 notamment). Enfin, certaines formulations ne sont pas très heureuses : ainsi le général Pinochet est « pourchassé » jusqu'en Angleterre par le juge Garzon (19) et les croyances sectaires « pullulaient » avant le siècle des Lumières (108). Malgré ces légers bémols, l'ouvrage demeure passionnant et il est très important que des universitaires tentent d'intéresser un large public aux plus récentes analyses produites dans leur domaine de spécialisation, montrant ainsi la pertinence de la recherche en sciences sociales et l'ampleur des enjeux auxquels elle se confronte.

JÉRÉMIE CORNUT *Ecole des hautes études en sciences sociales  
et Université du Québec à Montréal*

### **The Mythological State and its Empire**

David Grant

Routledge Studies in Social and Political Thought

New York: Routledge, 2009, pp. 293.

doi:10.1017/S0008423910000855

*The Mythological State and its Empire* is a valuable addition to literature on the theory of the state. In this work, David Grant moves beyond his earlier research on the correctional policies of New South Wales and digs deeper to explore the nature of the state. In short, he argues that the modern state is not really modern because its institutional arrangements rest upon a non-rational, mythical foundation. An awareness of this mythology, he suggests, allows us to better understand the barriers to reforming governing institutions like correctional services.

Grant argues that existential anxiety leads humankind to develop mythological magnitudes that are manifest in structural arrangements and practices designed to eliminate individuals' fear and create sympathetic social relations. The state is a key mythological magnitude and individuals submit to the state, both conceptually and practically, in order to escape their fear and, ultimately, to take control of their life situations. There is irony in the fact that, as Grant contends, mythology provides the means for individuals to assume responsibility but will perpetually undermine the development of self-responsible individuals.

This work is divided into four parts: (1) the nature of political mythology, (2) the establishment and refinement of state mythology, (3) the modernization of the state, and (4) the embodiment of mythology within individuals. Throughout the study, Grant describes the causal dynamic within the development of the mythological state as follows: individual existential fear is converted into the artifice of a mythological magnitude, individuals become subject to the artifice in exchange for assurances that fear will be eliminated and sympathetic conditions created, and these outcomes are understood to be attained as state apparatuses are gradually brought into the hands of citizens.

In part I, "The Nature of Political Mythology," Grant outlines the basic conceptual approach with which he understands the social psychology of state-centric politics. He contends that there is a causal connection between human instinct and the structural arrangements of the modern state and suggests that this connection prevents the realization of enlightened self-responsibility (4). Human instinct is wrapped up in a search for the elimination of fear and the promotion of well being. Mythology develops, then, because humans have a disposition to create fearsome entities toward which this general existential anxiety can be directed with some specificity and, through various strategic maneuvers, can be made sympathetic.